

Fiscalité trop lourde, pénurie de candidats... ces sujets qui inquiètent les petits patrons

Par  Guillaume Poingt (<http://plus.lefigaro.fr/page/guillaume-poingt-0>) | Mis à jour le 13/03/2019 à 13:41 / Publié le 13/03/2019 à 06:00



Le boulanger Christophe Guénard, à Sedan (Ardennes), le 6 avril 2018 (photo d'illustration). *FRANCOIS NASCIMBENI/AFP*

Une enquête du syndicat national des indépendants, à laquelle 4000 dirigeants de TPE ont participé, dresse un panorama des freins à l'activité économique des petits patrons.

Quels sujets préoccupent les petits patrons, et que proposent ces derniers? De nombreuses consultations (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/02/24/20002-20190224ARTFIG00163-les-entrepreneurs-se-prennent-aussi-au-jeu-du-debat-national.php>) ont récemment été organisées par des syndicats dans le sillage du grand débat

» LIRE AUSSI - Âge, profession, opinions politiques... Qui sont les «gilets jaunes»?

(<http://www.lefigaro.fr/social/2019/03/13/20011-20190313ARTFIG00054-ge-profession-opinions-politiquesqui-sont-les-gilets-jaunes.php>)

Voici leurs principales revendications:

• **Baisser la pression fiscale**

49% des chefs d'entreprise interrogés estiment qu'il faut diminuer en priorité la fiscalité nationale tandis que 36% considèrent que c'est la fiscalité locale qu'il faut avant tout baisser. Parmi les grands impôts nationaux, l'impôt sur les sociétés (IS) est le plus décrié par les TPE qui le jugent «bien trop élevé». 78% des chefs d'entreprise interrogés estiment ainsi que l'IS devrait être inférieur au taux de 15%.

Pour rappel, la baisse de la fiscalité sur les entreprises fait partie des promesses d'Emmanuel Macron. «Le taux de l'impôt sur les sociétés sera ramené de 33,3% à la moyenne européenne, c'est-à-dire 25%, sur le quinquennat», avait-il déclaré durant la campagne présidentielle.

• **Lutter contre l'optimisation fiscale des grands groupes**

Parallèlement, les petits patrons interrogés réclament de la justice fiscale: ils dénoncent «les capacités d'optimisation fiscale accordées aux grandes entreprises internationales» et réclament que les bénéficiaires soient taxés là où ils sont générés. Les patrons de TPE estiment en effet qu'ils sont, proportionnellement, les principaux contributeurs de l'IS.

» LIRE AUSSI - Combien d'impôts paient les GAFAs en France et comment l'État va-t-il les taxer?

(<http://www.lefigaro.fr/economie/le-scan-eco/2019/01/05/29001-20190105ARTFIG00011-combien-d-impots-paient-les-gafa-en-france-et-comment-l-etat-va-t-il-les-taxer.php>)

Cette revendication fait écho à [la «taxe GAFAs» mise en place par la France au niveau national](http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/03/03/20002-20190303ARTFIG00037-pour-le-maire-la-taxation-des-gafa-peut-rapporter-500-millions-d-euros-par-an.php)

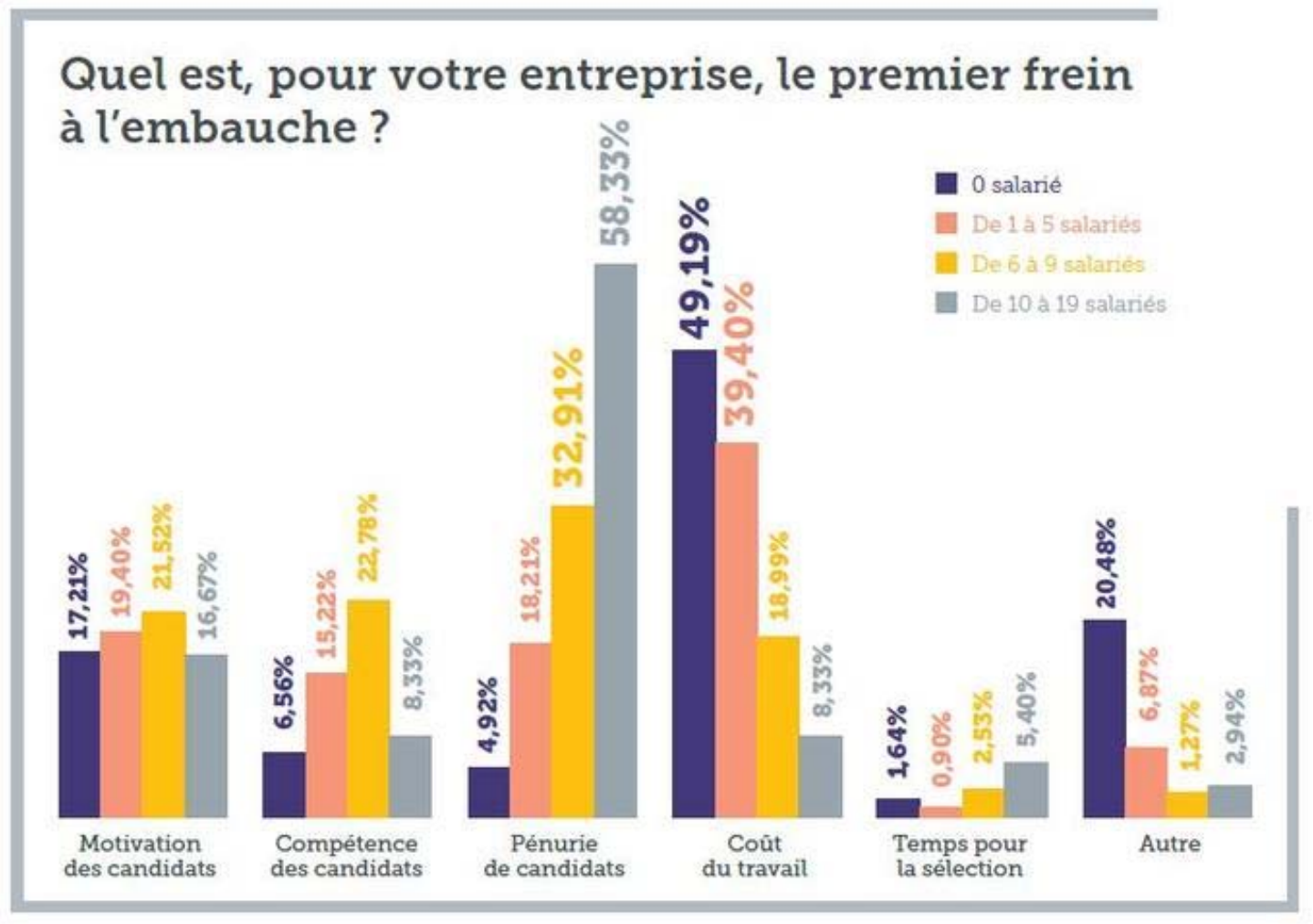
(<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/03/03/20002-20190303ARTFIG00037-pour-le-maire-la-taxation-des-gafa-peut-rapporter-500-millions-d-euros-par-an.php>). Interrogée par *Le Figaro* il y a quelques semaines, dans le cadre de la crise des «gilets jaunes», [une commerçante de 53 ans installée en Moselle](http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/01/15/20002-20190115ARTFIG00002-les-gilets-jaunes-se-trompent-de-cible-des-petits-patrons-tirent-la-sonnette-d-alarme.php) (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/01/15/20002-20190115ARTFIG00002-les-gilets-jaunes-se-trompent-de-cible-des-petits-patrons-tirent-la-sonnette-d-alarme.php>) nous confiait: «Je ne suis pas issue d'un milieu riche. Je paie mes impôts en France et moi aussi je croule sous les charges. C'est les GAFAs qu'il faut cibler!» Cité dans l'enquête du syndicat des indépendants, un chef d'entreprise explique: «Il faut faire la chasse aux optimisations fiscales, les grandes entreprises ont les moyens d'optimiser leurs impôts et leurs charges, pas nous».

• **Diminuer les frais bancaires**

54% des petits patrons estiment que leur banque n'est pas un soutien au développement de leur activité. «Les dirigeants de TPE dénoncent les frais financiers importants générés par leur partenaire bancaire (...) Les responsables de TPE demandent à être protégés du comportement jugé prédateur des banques, notamment par le plafonnement des frais sur compte à découvert pour les entrepreneurs individuels et les TPE», explique notamment l'enquête du syndicat des indépendants. Par ailleurs, trois chefs d'entreprise sur quatre considèrent que Bpifrance (Banque publique d'investissement) ne représente pas un soutien pour les TPE.

• Réduire le poids des charges et faire face à la pénurie de candidats

Les freins à l'embauche ne sont pas les mêmes selon la taille des TPE. Le poids des charges, autrement dit le «coût du travail», est le principal frein pour les entreprises sans salariés (49%) et pour les entreprises d'un à cinq salariés (39%). En revanche, pour les entreprises de six à 19 salariés, la pénurie de candidats arrive en tête des préoccupations: celle-ci est citée comme premier obstacle à l'embauche par 33% des entreprises de 6 à 9 salariés et par 58% des entreprises de 10 à 19 salariés. Pour certaines petites entreprises, cette problématique se traduit concrètement par une fermeture pure et simple. La semaine dernière, une boulangerie-pâtisserie du Nord a définitivement baissé le rideau (<http://www.lefigaro.fr/societes/2019/03/08/20005-20190308ARTFIG00290-nord-faute-de-personnel-une-boulangerie-patisserie-baisse-le-rideau.php>), faute de personnel.



» VOIR AUSSI - Les colères françaises: ces patrons de PME qui croulent sous les charges

83% des dirigeants de TPE interrogés s'estiment par ailleurs insatisfaits de Pôle emploi (<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/02/22/20002-20180222ARTFIG00027-pole-emploi-un-mal-aime-qui-suscite-de-vifs-debats.php>) lorsqu'ils recherchent des candidats. Pour faire face à cette situation, les patrons de TPE proposent notamment de flécher les exonérations de charges sur les entreprises de moins de cinq salariés et de créer un service dédié aux TPE dans chaque Pôle emploi.

• Améliorer la couverture sociale

En matière de protection sociale, 71% des dirigeants de TPE interrogés ne sont pas convaincus par le remplacement du RSI (Régime social des indépendants) par la SSI (Sécurité sociale des indépendants) (<http://www.lefigaro.fr/social/2018/04/09/20011-20180409ARTFIG00247-l-adossement-du-rsi-a-la-secu-critique-par-les-independants.php>). «Les dirigeants de TPE dénoncent le maintien de niveaux de cotisation élevés pour une protection sociale faible, notamment en ce qui concerne la maladie et la retraite», explique l'enquête du syndicat des indépendants. Toutefois, si les patrons de TPE souhaitent aligner leurs droits sur ceux des salariés, ils sont 74% à refuser d'aligner leurs cotisations sur ces derniers. Un tel alignement consisterait à faire passer leurs charges sociales du taux de 45% à celui de 63%.

Guillaume Poingt

(<http://plus.lefigaro.fr/page/quillaume-point-0>)

Journaliste - Sa biographie (<http://plus.lefigaro.fr>

[/page/quillaume-point-0](http://plus.lefigaro.fr/page/quillaume-point-0))

Ses derniers articles

Vidéo d'un homme torturé à Lyon: peut-on bloqu...

Déménager à Paris coûtera bientôt plus cher (htt...